

Synthèse régionale

Une année 2018 favorable pour l'économie régionale

Aude Lécroart, Insee Auvergne-Rhône-Alpes

En 2018, l'économie poursuit sa dynamique en Auvergne-Rhône-Alpes, sur la lancée de l'année précédente. L'emploi salarié continue de croître et le chômage poursuit son recul. Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record et concernent tous les secteurs. Celui de la construction est cependant marqué par un repli du secteur résidentiel. Le transport est dynamique avec un trafic routier et aérien à nouveau en hausse. La fréquentation touristique de la région reste très élevée, avec toutefois une augmentation plus modérée qu'en 2017. Le bilan est plus contrasté pour l'agriculture, en lien avec des conditions climatiques difficiles.

L'emploi poursuit sa dynamique

L'emploi reste vaillant dans la région, qui dépasse le seuil des 3 millions de salariés fin 2018. Le Rhône est le principal moteur de cette croissance. La construction et l'industrie accélèrent, confirmant ainsi la reprise amorcée en 2017. Le tertiaire marchand poursuit sa dynamique positive et continue d'être moteur de l'emploi régional. Seuls le secteur tertiaire non marchand et l'intérim sont en recul.

Léger recul du chômage

Fin 2018, le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à 7,5 %, en léger recul par rapport à 2017. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité inscrits à Pôle emploi baisse sur un an, sauf chez les jeunes. Les personnes cumulant une situation d'emploi et de chômage sont en revanche un peu plus nombreuses. Le nombre de chômeurs de longue durée continue d'augmenter en 2018.

Record de créations d'entreprises

Comme au niveau national, les créations d'entreprises ont connu à nouveau une nette accélération en 2018 (+ 17 %). Tous les secteurs sont concernés, en particulier celui de l'industrie, en difficulté en 2017.

La hausse concerne l'ensemble des départements de la région. Le dynamisme des micro-entreprises contribue fortement à ce niveau record, sans compter celui des entreprises individuelles. Les défaillances continuent de diminuer.

La construction reste orientée à la hausse malgré un repli du secteur résidentiel

Après une forte croissance ces deux dernières années, la construction de logements résidentiels s'oriente de nouveau à la baisse en 2018. Cela concerne aussi bien le parc privé pour les ménages cherchant à se loger ou à investir que le parc social. En revanche, la construction de locaux non résidentiels, les travaux publics et les matériaux sont en progression. L'entretien-rénovation maintient son activité. La situation de l'emploi reste globalement favorable dans le secteur.

Un trafic routier et aérien en hausse

Les immatriculations de véhicules neufs continuent d'augmenter pour atteindre un niveau très élevé. Le diesel séduit désormais moins que l'essence. Le trafic aérien connaît à nouveau une année record, aussi bien en termes de passagers que de fret transportés. Le transport routier français de marchandises sur longue distance progresse, porté par les échanges intra-régionaux toujours en croissance.

Une fréquentation touristique encore élevée

En 2018, la fréquentation touristique de la région dépasse pour la deuxième année consécutive le seuil des 36 millions de nuitées. Toutefois, la hausse est plus modérée (+ 0,2 %) qu'en 2017. Contrairement à l'année précédente, la fréquentation baisse légèrement dans les campings. Celle des hôtels progresse davantage, soutenue par le regain de la clientèle provenant de l'étranger. La part

de la clientèle d'affaires baisse pour la première fois depuis trois ans.

Des productions agricoles marquées par une météo atypique

L'année 2018 est marquée par un hiver et un printemps humides, tandis que l'été et l'automne sont particulièrement secs et chauds. Ces conditions climatiques sont peu favorables aux céréales ainsi qu'aux fruits et légumes, provoquant des prix en hausse. En revanche, la vendange est abondante et de qualité. La situation est correcte pour les éleveurs laitiers. Le porc et les bovins de boucherie peinent à être valorisés à des cours rémunérateurs.

Une pollution à l'ozone qui persiste

La pollution aux particules fines continue de baisser en 2018. Toutefois, la concentration d'ozone évolue peu, favorisée par les températures élevées. La consommation d'électricité diminue, en lien avec les conditions météo et les meilleures performances énergétiques des appareils électriques. Après avoir chuté en 2017, la production d'électricité renouvelable rebondit en 2018 dans la région. En particulier, la production hydraulique bénéficie de ressources en eau plus abondantes qu'en 2017. Par ailleurs, la filière photovoltaïque connaît une forte croissance.

Une distribution des crédits toujours dynamique

La distribution des crédits en Auvergne-Rhône-Alpes reste encore vigoureuse en 2018 (+ 6,5 %). Elle est un peu plus forte que celle constatée au plan national. La croissance des crédits à l'habitat et à l'équipement expliquent en grande partie cette dynamique. Le Rhône, l'Isère et la Haute-Savoie concentrent plus de la moitié de la distribution des crédits au plan régional, en raison de leur poids économique.

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

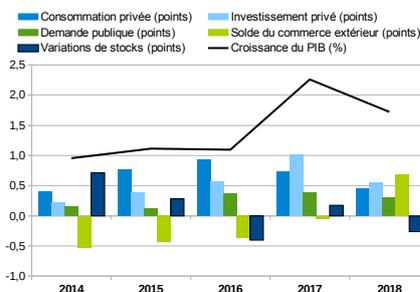
En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variations annuelles du PIB (en %) et contributions (en points)



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

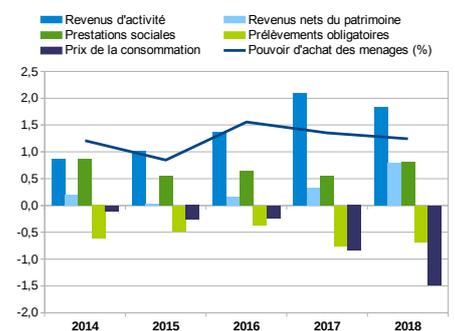
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG – cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment).

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variations annuelles du pouvoir d'achat des ménages (en %) et contributions (en points)



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014